



FONCTION PUBLIQUE



Nos organisations syndicales de fonctionnaires CGT et FSU 28 considèrent que de nombreuses revendications restent encore aujourd'hui sans réponse. Parmi elles :

- L'**augmentation** significative des **salaires**, les mesures de **rattrapage** des pertes accumulées depuis l'année 2010.
- La poursuite de la politique de **transfert prime/points** pour en finir avec les indemnités constituant des compléments de salaire, comme le RIFSEEP, instaurant l'inégalité de traitement entre les agents.
- La revalorisation des filières et des corps à prédominance féminine afin d'appliquer le principe : « **un salaire égal pour un travail de valeur égale** ».
- L'amélioration des **conditions de travail** et de l'organisation du **temps de travail**.
- Le **renforcement du Statut** général des fonctionnaires, de leurs statuts particuliers, des droits et des garanties collectives des personnels.
- Le renforcement des garanties aux usagers d'un **service public** de **pleine compétence** et de **proximité** sur **l'ensemble du territoire** national.
- L'octroi des **moyens budgétaires** nécessaires à l'accomplissement des missions publiques dans les trois versants de la Fonction publique.
- La fin de la précarisation des emplois publics par un **plan de titularisations**.

**Salaires, Statut,
Conditions de travail :
Le 29 novembre,
Mobilisés pour gagner !**

En l'état actuel, les projets de **lois de finances** et de financement de la **sécurité sociale** 2017 restent marqués par le **dogme de la réduction des dépenses publiques**. De même l'ouverture de la **campagne des présidentielles** voit se multiplier les **attaques contre les fonctionnaires**, leur nombre et leurs statuts.

Dans un tel contexte, nos organisations syndicales décident de s'adresser à Madame Annick Girardin, **Ministre de la Fonction publique**, en lui adressant un **courrier** via le préfet d'Eure-et-Loir afin d'exiger que les discussions sur ces revendications soient rouvertes. Elles appellent les **personnels** à débattre de l'engagement de **nouvelles étapes de mobilisation**.